

la politique nazie, avec ses rouages corporatistes et ses technocrates, complices conscients et zélés de son coût en vie humaines. Mais elle permet aussi de pénétrer très avant dans l'évolution du régime nazi où la fameuse »polycratie« n'a peut-être pas été partout aussi négative comme semble le montrer le cas Mercedes-Benz. Et puis, car la problématique est complexe, l'exemple de Mercedes-Benz met en question le concept même de »l'année zéro«. Était-ce un mythe?

Au vu des chiffres cités par Neil Gregor, l'entreprise put sauver un pourcentage élevé de son parc de machines et de son potentiel. A Mannheim et Sindelfingen par exemple, ou à Gaggenau et Untertürkheim dans une moindre mesure, Mercedes-Benz put reprendre sa production dès mars 1945. Avec les mêmes directeurs et cadres de tous niveaux? Que devinrent-ils après la guerre, furent-ils tous »blanchis« et leurs rôles ignorés? Il est dommage que l'auteur n'ait pas poursuivi son étude après mai 1945 car cet aspect relève à la fois de l'histoire qui nous a été décrite avec talent que de celle de la jeune RFA². La tâche des historiens est loin d'être achevée.

Marcel SPIVAK, *Les Lilas*

Astrid GEHRIG, *Nationalsozialistische Rüstungspolitik und unternehmerischer Entscheidungsspielraum. Vergleichende Fallstudien zur württembergischen Maschinenbauindustrie*, München (R. Oldenbourg) 1996, 364 p. (*Nationalsozialismus und Nachkriegszeit in Südwestdeutschland*, 5).

Si certains ouvrages retiennent pendant un temps l'attention d'une partie de l'opinion publique, le cas récent de Goldhagen en est un exemple, quelques études, moins spectaculaires, sont autrement plus enrichissantes. En effet, en suivant le fonctionnement de trois entreprises d'importance moyenne des années 30 à l'immédiat après-guerre, ainsi que l'action de leurs propriétaires ou directeurs, Astrid Gehrig dévoile, ou rappelle, comment le III^e Reich bâtit sa puissante industrie de guerre¹. De même, elle démonte les rouages du réseau de cercles d'associations professionnelles, de syndicats d'intérêts et d'organismes techniques qui, en accord ou non avec les instances nazies, ont permis à cette industrie non seulement de survivre, mais aussi de prospérer.

On comprend l'importance de la fabrication de machines-outils de diverses sortes, et de haute qualité, pour l'industrie de guerre et les aspects spécifiques de leurs utilisations, d'autant que leur conversion n'a pas présenté de grosses difficultés. C'est sans états d'âme ou sans débats idéologiques que les propriétaires et directeurs des trois entreprises étudiées – Rolf Boehringer, de Göppingen, Max Knorr, de Cannstatt et Otto Fahr dont les établissements se situaient à Stuttgart-Feuerbach – ont simplement poursuivi leurs activités. Et, si à mesure du rétrécissement de leur liberté d'action par une main-mise plus lourde des autorités responsables des fabrications de guerre, des frictions se sont produites, parfois avec les dirigeants du Parti, ce fut dans le but de maintenir au plus haut niveau le rendement des usines. Le jeu des relations personnelles entre industriels a le plus souvent permis d'estomper les conséquences et de faire reculer même un Gauleiter. De sordides marchandages pour l'attribution de travailleurs étrangers ou de prisonniers de guerre ont quelquefois atteint des proportions qui montrent à la fois ce souci d'assurer un rendement maximal et comment considérer cette main-d'œuvre, surtout quand elle provenait de Pologne ou d'URSS. On constate à la lecture de ce texte que les concentrations industrielles imposées

2 W. Haspel, successeur de W. Kissel à la direction générale de Mercedes-Benz en 1942, fut effectivement blanchi. Il est à regretter que l'index des noms cités soit trop succinct.

1 Cf. aussi: Hans MOMMSEN, Manfred GRIEGER, *Das Volkswagenwerk und seine Arbeiter im Dritten Reich*, Düsseldorf 1996. Compte rendu in: *Der Spiegel* 45, p. 4–11.

par la rationalisation des fabrications, la réduction du nombre de types de machines-outils – tours à fraiser, à raboter, tours-revolvers par exemple – et bien sûr, les difficultés croissantes d'approvisionnement, se sont accompagnées d'une lutte concurrentielle entre les entreprises elles-mêmes.

Là encore, il semblerait que ces grands entrepreneurs aient disposé d'une liberté d'action étonnante et, à mesure que la défaite du Reich devenait inéluctable, ils s'inquiétaient de l'après-guerre mais en tout cas, ils refusèrent d'appliquer l'ordre de Hitler de pratiquer la politique de la terre brûlée (Ordre »Néron« du 20. 4. 1945).

Otto Fahr, le directeur de la fabrique de machines-outils Werner/Pfleiderer, qui occupa les plus importantes responsabilités professionnelles de la région Wurtemberg-Bade montra un courage certain à cette époque délicate et il put s'en prévaloir comme d'une caution lors de son procès de dénazification. Que certains aient voulu faire de lui un authentique opposant à Hitler relève cependant du contexte de la fin de la guerre. Ces hommes n'ont pas eu besoin d'entrer de bonne heure au parti nazi ni d'adhérer pleinement à son programme et, de leur côté, les dirigeants nazis ne paraissent pas avoir cherché à les influencer puisque, apparemment, ces grands entrepreneurs ont été des acteurs efficaces, grâce à leurs capacités professionnelles, dociles et zéles. C'est cet élément de la société allemande qui a peut-être le plus efficacement contribué à maintenir aussi longtemps en vie le régime, à en assurer la puissance et, paradoxalement, à essayer de préserver l'avenir de l'Allemagne d'après-guerre. L'auteur montre d'ailleurs que les participations croisées de capitaux ont, dans une certaine mesure, facilité le redémarrage des années 1947–1948.

Cette étude, comme je le disais plus haut, est donc d'un grand intérêt pour mieux comprendre la montée en puissance du Reich hitlérien, éclairer des points clés longtemps occultés par une orientation historiographique différente. Cette notion relativement récente de »polycratie« est ici mise en évidence mais semble toutefois perdre de son importance. En tout cas, espérons que d'autres études de ce type seront réalisées, qui bousculeront nombre d'idées reçues.

Marcel SPIVAK, Les Lilas

Gerhard KOCK, »Der Führer sorgt für unsere Kinder ...«. Die Kinderlandverschickung im Zweiten Weltkrieg, Paderborn (Schöningh) 1997, 390 S.

Die Erweiterte Kinderlandverschickung (KLV) zwischen 1940 und 1945 bedeutete für etwa eine Million deutscher Kinder und ungefähr 850 000 Jugendliche eine – positiv oder negativ – prägende Zeit. Als Gegenstand des Historikers ist sie damit ein Thema, das zur Geschichte des Alltags im Dritten Reich gehört.

Die Dissertation von Gerhard Kock geht aber nicht nur dieser naheliegenden Innenperspektive der Zeitgenossen nach, sondern betrachtet das Thema auch von außen, geleitet von heutigen Fragen nach der Funktion der KLV im Machtgefüge der NS-Organisationen im Dritten Reich. Es gelingt ihm dabei ein facettenreiches Bild, das viele Aspekte berücksichtigt und das die verstreuten, mit Spürsinn entdeckten Quellen in einen gut lesbaren, Begriffe und Anschauung angenehm verbindenden Text bringt. Dieser Wechsel zwischen konkret nachvollziehbarem, erzähltem Geschehen und den abstrakteren Fragen nach Strukturen kennzeichnet auch den Aufbau des Buches, in dem die Kapitel vom Konkreten zum Abstrakten hin geordnet sind.

Nach einem Überblick über das nationalsozialistische Erziehungssystem geht Kock in drei Kapiteln den konkreten Fragen nach: Wie und wann wurde die KLV begonnen, welches waren Ziele und Motive der Initiatoren, wie war die Verschickung organisiert? Hat sie ihre propagierte Rolle als Luftschutzmaßnahme erfüllt? Wie sah die Wirklichkeit der Lager aus? Wie viele Kinder und Jugendliche wurden insgesamt verschickt, welche Erfahrungen